

Liberté

Communiqué de presse

## Budget de l'État: Les politiques publiques premières victimes

4 mars 2024

Égalité

Quelques semaines après l'adoption du budget de l'État à l'Assemblée nationale par la procédure du 49.3, le gouvernement annonce une révision de celui-ci.

Il manquerait 10 milliards d'euros ! Au vu de l'objectif, on aurait pu croire que le gouvernement allait revenir sur la suppression de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui rapportait justement 10 milliards de recette au budget. Une taxe qui concernait les 400 000 entreprises les plus importantes du pays sur les 5 millions qui existent.

Ce choix aurait permis de ne pas réduire des politiques publiques en direction de la majorité des Français·e·s et, j'en suis persuadé, n'aurait pas mis sur la paille les entreprises concernées au vu des records de profit que certaines d'entre elles déclarent et de l'augmentation des fortunes des familles les plus riches de ce pays.

Mais voilà, ce n'est pas le choix de nos gouvernant·e·s. Malheureusement, il a toujours fait le choix de celles et ceux qui ont le plus, rappelons-nous de la suppression de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), sans tenir compte de l'intérêt général de la majorité.

Si les premier·ère·s sont moins sollicité·e·s, ce sont les second·e·s qui en subiront les conséquences dans la réduction des moyens sur un certain nombre de politiques publiques, notamment au niveau des municipalités. On nous dit que cette réduction de 10 milliards du budget de l'État ne concernera pas les collectivités locales, cela est faux.

49 millions d'euros annulés pour la politique de la ville, soit près de 10% du budget total de celle-ci qui concerne les quartiers populaires subissant des inégalités territoriales. Et plus globalement, c'est 736 millions qui sont annulés sur le budget du ministère de la Cohésion sociale.

Lorsqu'on baisse de 25% les fonds verts, qu'on réduit les budgets sur la rénovation thermique des logements ou celui de la lutte contre l'habitat indigne, qu'on retire près de 15% du budget de la jeunesse et de la vie associative, que 260 millions sont supprimés dans le budget « vie des élèves », qui prend par exemple en charge les salaires des AESH s'occupant des enfants porteurs de handicap... on touche à des politiques publiques déployées au quotidien dans les communes.

Ces réductions auront des conséquences pour nombre de Français·e·s, notamment parmi les plus fragiles d'entre elles et eux.

Il y a urgence à faire savoir à ce gouvernement que ces choix ne sont pas les bons, ils vont amplifier la mal-vie et les inégalités sociales. Il est nécessaire de changer de logique.

Fraternité

Hôtel de ville  
avenue de la République  
93126 La Courneuve cedex  
T. 01 49 92 62 75  
[www.lacourneuve.fr](http://www.lacourneuve.fr)